Saint-Amarin, le 30 novembre 2020

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE

DE SAINT-AMARIN

COMPTE-RENDU DU CONSEIL DE COMMUNAUTE EN DATE DU 26 NOVEMBRE 2020

**sous la Présidence de M. Cyrille AST**

L'an deux mille vingt, le 26 novembre, le Conseil Communautaire, était réuni à la Maison du Bailli à Saint-Amarin, après convocations légales en date du 20 novembre 2020.

Conseillers en fonction : 37

Conseillers présents : 35

Conseillers absents : 2 dont 2 avec procuration

Nombre de votants : 37

Etaient présents : tous les membres, sauf étant excusés : Mme Jeanne STOLTZ-NAWROT, Mr Roger BRINGARD, Mme Nathalie BARRAUD (arrivée au point 5), Mme Véronique PETER.

Les conseillers ci-après avaient délégué leur mandat respectivement à :

Jeanne STOLTZ-NAWROT à Florent ARNOLD

Roger BRINGARD à Thierry VOISON (son suppléant)

Nathalie BARRAUD à Cyrille AST (jusqu’au point 4)

Véronique PETER à Charles WEHRLEN

**DEL20\_069  DESIGNATION D’UN SECRETAIRE DE SEANCE**

Le Président rappelle que l’Article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu’au début de chacune des séances, le Conseil Communautaire désigne un de ses membres pour remplir la fonction de Secrétaire.

Conformément à cette disposition, le Conseil communautaire est invité à procéder à cette désignation et élit M. Romain NUCCELLI pour assurer cette charge, assisté de Monsieur Thomas GOLLÉ, Directeur Général des Services.

**DEL20\_070  APPROBATION DU PV DU CONSEIL DU 21 OCTOBRE 2020**

Vu le projet de procès-verbal du Conseil du 21 octobre 2020, présenté par M. Cyrille AST, Président.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l’unanimité ce procès-verbal.

**DEL20\_071  COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL**

Le Président, Cyrille AST, rappelle que selon les dispositions de l’Article L. 2122-22 du CGCT, il convient de rendre compte des décisions prises par le Président et par le Bureau par délégation du Conseil communautaire.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l’unanimité, prend actedes décisions prises par le Président et le Bureau par délégation du Conseil.

**DEL20\_072  RÉORGANISATION TERRITORIALE DES SERVICES DE LA CCVSA : RÉORGANISATION DU SERVICE ENFANCE**

Le Président, Cyrille AST, et Monsieur Charles WEHRLEN, Vice-Président délégué aux Services à la Population, rappellent que la Communauté de Communes souhaite engager une politique en faveur d’une meilleure qualité des services publics tout en garantissant une maîtrise budgétaire et qu’une réflexion est engagée quant à la réorganisation des services au niveau de l’Enfance.

Dans le cadre des accueils de loisirs périscolaires du midi (les lundis, mardis, jeudis et vendredis), 4 sites sont organisés sur la Vallée : Moosch (ancien presbytère), Saint-Amarin (au CAP), Storckensohn (Centre du Torrent) et Kruth (Foyer Saint-Wendelin). En moyenne, 140 enfants sont accueillis chaque midi : 34 sur Moosch, 60 sur Saint-Amarin, 28 sur Storckensohn et 18 en moyenne sur le site Kruth.

Le coût annuel de fonctionnement de ces 4 sites périscolaires est de 284 000 €.

Après études (en termes de logistique, de transport et de taux d’encadrement), il s’avère possible d’organiser l’accueil périscolaire de midi sur 2 sites : Saint-Amarin et Storckensohn, sachant que le site du Torrent à Storckensohn permet une meilleure prise en charge des enfants, notamment en améliorant le temps pédagogique et l’encadrement des enfants (20 minutes à Kruth, contre 30 minutes à Storckensohn malgré le transport).

Ainsi, il est proposé de véhiculer les enfants des écoles de Geishouse (minibus), Moosch et Malmerspach (en autocar) sur le site de Saint-Amarin. Les élèves de Kruth et Oderen pourraient être véhiculés en minibus sur le site de Storckensohn.

À noter que le temps de transport restera acceptable, ce qui n’entrainera pas d’inconfort pour les enfants. Par ailleurs, le personnel d’encadrement sera donc mieux réparti sur 2 sites.

Sur le site du Torrent, les avantages sont donc multiples :

* Une meilleure prise en charge des repas avec une confection des plats sur place. Il n’y a donc pas de transport des repas, permettant d’éviter tout risque de rupture de la chaîne du froid et de servir à tous les enfants des repas à bonne température.
* Un meilleur accueil par tranche d’âge permettant d’organiser davantage d’activités adaptées (meilleur éveil, développement de la sociabilité et de l’autonomie, etc.).
* Un temps d’activité plus conséquent, permettant un temps de pause et de récupération plus important pour l'enfant avant la reprise de l'école l'après-midi.

Cette solution, en plus de garantir une meilleure prise en charge des enfants, pourrait permettre une économie de fonctionnement prévisionnelle de 45 000 € annuelle (économie de 2 maîtresses de Maison d’AGIR et des loyers de Moosch et Kruth). Pour rappel, si la gestion des Accueils de Loisirs Extrascolaires (= durant les vacances scolaires) est une compétence de la Communauté de Communes, celle des Accueils de Loisirs Périscolaires (= durant les jours d’écoles et les mercredis) est, quant à elle, une compétence communale. Ainsi, cette économie budgétaire sera avant tout au bénéfice des communes.

En outre, cette solution permettrait une gestion des effectifs plus souple et de réduire la pression sur les équipes du service périscolaire de la CCVSA, améliorant ainsi grandement la qualité du service public rendu.

Aussi, le Conseil communautaire est invité à se prononcer sur le lancement de l’expérimentation concernant le regroupement du site du périscolaire de Kruth sur celui de Storckensohn.

Nous devrons également garantir la possibilité de revenir au système initial (4 sites périscolaires) si cela semble nécessaire. Il pourra être également envisagé de réaliser une enquête de satisfaction de ce nouveau fonctionnement auprès des usagers du Service Enfance.

Le Conseil communautaire**,** par 27 POUR, 7 CONTRE et 3 ABSTENTIONS, VALIDE l’expérimentation présentée ci-dessus concernant le périscolaire de Kruth et le périscolaire de Storckensohn.

DIT qu’une nouvelle consultation des parents mais aussi des enfants sera réalisée à la fin de l’expérimentation début juin 2021 et à revenir en arrière si nécessaire.

**DEL20\_073  NOUVEAUX TARIFS COMMUNAUTAIRES**

Le Président, Cyrille AST, rappelle que la dernière mise à jour des tarifs communautaires en ce qui concerne la location des salles remonte à 2017, sachant que lesdits tarifs ont été appliqués à géométrie variable et sans nécessairement tenir compte de ce qui avait été validé en Conseil communautaire.

C’est pourquoi, il convient de les mettre à jour de façon claire et compréhensible. De même, compte tenu de l’intérêt grandissant pour les produits « mariages » (réservations pleines 2 ans à l’avance), et sachant que le prix trop bas de nos locations nous menace d’être déférencés des sites en ligne de mariages pour concurrence déloyale, il est proposé d’opérer une distinction de tarification entre habitants de la vallée et public hors de la vallée.

Cette tarification différenciée a été mainte fois reconnue par le Conseil d’Etat (CE, 10 mai 1974, Denoyez et Chorque, n° 88032 ; CE, 16 février 1979, Comité d’action et de défense des intérêts de l’île d’Oléron, n° 03949 ; CE, 9 novembre 1992, Président du Gouvernement du Territoire de la Polynésie française et Président de l’Assemblée territoriale de la Polynésie française, n° 107469 ; CE, 10 juin 1998, Association pour la protection de l’environnement et le développement économique de l’île d’Oléron « Oléron environnement et développement » et autre, n° 178812), et récemment par le Conseil Constitutionnel dans une décision rendue le 24 mai 2017, considérant que des différences de situation peuvent donner lieu à des différences de traitement.

Le Conseil Constitutionnel a donc reconnu le droit de traiter différemment des personnes en situation différente au regard des objectifs ou des conditions d’exercice du service public en cause ou des objectifs publics légitimement poursuivis.

En conséquence, il est tout à fait possible de proposer des tarifs différents entre habitants de la vallée et habitants extérieurs au territoire, les premiers contribuant à la vie de la collectivité et à son développement via les impôts locaux.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **ECURIES** |  |  |  |
|  | **Tarifs actuels** | **Tarifs proposés intracommunautaire** | **Tarifs proposés extérieur CCVSA** |
| Tarif week-end période estivale  (Utilisation des espaces extérieurs) | 400 € | 500€ | 800 € |
| Tarif week-end période hivernale | 230 € | 230 € | 250 € |
| Tarif journalier | 130 € | 130 € | 150 € |
| Tarif journalier personnel CCVSA dans la limite d'une fois par an | 130 € | 100 € | 100 € |
| Tarif associations occupation annuelle | 230 € | 400 € | 500 € |

Voici les propositions à compter du 1er janvier 2022 :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **THEATRE** |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  | **Tarifs actuels** | **Tarifs proposés intracommunautaire** | **Tarifs proposés extérieur CCVSA** |
| Tarif journalier | 230 € | 230 € | 250 € |
| Tarif week-end période estivale | 400 € | 500 € | 700 € |
| Tarif week-end période hivernale | 550 € | 560 € | 850 € |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **CHAPELLE** |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  | **Tarifs actuels** | **Tarif proposés intracommunautaire** | **Tarif proposés extérieur CCVSA** |
| Tarif week-end | 180 € | 180 € | 200 € |
| Tarif journalier | 95 € | 95 € | 95 € |
| Tarif occupation annuelle | 95 € | 100 € | 150 € |

Tarif Week-end = Vendredi / Samedi / Dimanche / Lundi (matin)

Tarif journalier = Mardi / Mercredi / Jeudi

Période estivale = 01/04 au 30/09

Période hivernale = 01/10 au 31/03

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l’unanimité, VALIDEles nouveaux tarifs communautaires tels que présentés ci-dessus.

DITque lesdits tarifs seront applicables à compter du 1er janvier 2022.

**DEL20\_074  AUTORISATION RELATIVE AUX DEPENSES D’INVESTISSEMENT A REALISER AVANT LE VOTE DU BUDGET 2021**

Le Président expose que le vote du budget primitif 2021 devrait intervenir en mars ou avril de ladite année. Entre le 1er janvier 2021 et ce vote, aucune dépense d’investissement ne peut se réaliser (hormis pour les crédits de report).

En vertu de l’article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil peut autoriser l’exécutif à engager, liquider et mandater les dépenses d’investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget précédent. Ne sont pas compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Aussi, il est proposé de délibérer favorablement en ce sens dans les limites de crédits indiquées ci-après :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Libellé\_budget | Chapitre | Compte | Total\_Prévu 2020 | Autorisation 2021 |
| Budget Assainissement | 20 - Immobilisations incorporelles | 2031 - Frais d'études | 76 540,00 € | 19 135,00 € |
| Budget Assainissement | 21 - Immobilisations corporelles | 21532 - Réseaux d'assainissement | 68 426,00 € | 17 106,50 € |
| Budget Assainissement | 21 - Immobilisations corporelles | 2188 - Autres | 1 204 183,24 € | 301 045,81 € |
| Budget Assainissement | 21 - Immobilisations corporelles | 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique | 5 000,00 € | 1 250,00 € |
| Budget Assainissement | 21 - Immobilisations corporelles | 2111 - Terrains nus | 5 000,00 € | 1 250,00 € |
| Budget Assainissement | 23 - Immobilisations en cours | 2315 - Installations, matériel et outillage | 1 019 011,00 € | 254 752,75 € |
| **Total Budget Assainissement** |  |  | 2 378 160,24 € | 594 540,06 € |
| Budget Eau | 20 - Immobilisations incorporelles | 2031 - Frais d'études | 15 840,00 € | 3 960,00 € |
| Budget Eau | 21 - Immobilisations corporelles | 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique | 5 500,00 € | 1 375,00 € |
| Budget Eau | 21 - Immobilisations corporelles | 21531 - Réseaux d'adduction d'eau | 65 000,21 € | 16 250,05 € |
| Budget Eau | 21 - Immobilisations corporelles | 2111 - Terrains nus | 5 000,00 € | 1 250,00 € |
| Budget Eau | 23 - Immobilisations en cours | 2315 - Installations, matériel et outillage techniques | 3 788 320,00 € | 947 080,00 € |
| Budget Eau | 23 - Immobilisations en cours | 2318 - Autres immobilisations | 90 000,00 € | 22 500,00 € |
| **Total Budget Eau** |  |  | 3 969 660,21 € | 992 415,05 € |
| Budget Enfance Jeunesse | 20 - Immobilisations incorporelles | 2051 - Concessions et droits similaires | 2 500,00 € | 625,00 € |
| Budget Enfance Jeunesse | 204 - Subventions d'équipement versées | 2041412 - Communes du GFP - | 7 117,50 € | 1 779,38 € |
| Budget Enfance Jeunesse | 21 - Immobilisations corporelles | 2188 - Autres immobilisations corporelles | 73 851,40 € | 18 462,85 € |
| Budget Enfance Jeunesse | 21 - Immobilisations corporelles | 2181 - Installations générales, agencements etc | 2 000,00 € | 500,00 € |
| **Total Budget Enfance Jeunesse** |  |  | 85 468,90 € | 21 367,23 € |
| Budget Les Espaces d'Entreprises de Wesserling | 20 - Immobilisations incorporelles | 2031 - Frais d'études | 42 790,16 € | 10 697,54 € |
| Budget Les Espaces d'Entreprises de Wesserling | 21 - Immobilisations corporelles | 2132 - Immeubles de rapport | 30 000,00 € | 7 500,00 € |
| Budget Les Espaces d'Entreprises de Wesserling | 21 - Immobilisations corporelles | 2135 - Installat° générales, etc | 95 645,02 € | 23 911,26 € |
| Budget Les Espaces d'Entreprises de Wesserling | 21 - Immobilisations corporelles | 2188 - Autres immobilisations | 3 000,00 € | 750,00 € |
| Budget Les Espaces d'Entreprises de Wesserling | 23 - Immobilisations en cours | 2315 - Installations, matériel et outillage | 9 781,00 € | 2 445,25 € |
| Budget Les Espaces d'Entreprises de Wesserling | 23 - Immobilisations en cours | 2313 - Constructions | 200 000,00 € | 50 000,00 € |
| **Total Budget Les Espaces d'Entreprises de Wesserling** |  |  | 381 216,18 € | 95 304,05 € |
| Budget Ordures Ménagères | 20 - Immobilisations incorporelles | 2031 - Frais d'études | 10 000,00 € | 2 500,00 € |
| Budget Ordures Ménagères | 21 - Immobilisations corporelles | 2188 - Autres | 900 000,00 € | 225 000,00 € |
| Budget Ordures Ménagères | 27 - Autres immobilisations financières | 275 - Dépôts et cautionnements | 3 000,00 € | 750,00 € |
| **Total Budget Ordures Ménagères** |  |  | 913 000,00 € | 228 250,00 € |
| Budget SAIC | 21 - Immobilisations corporelles | 2138 - Autres constructions | 617 544,00 € | 154 386,00 € |
| **Total Budget SAIC** |  |  | 617 544,00 € | 154 386,00 € |
| Budget Parc de Malmerspach | 20 - Immobilisations incorporelles | 2031 - Frais d'études | 15 000,87 € | 3 750,22 € |
| Budget Parc de Malmerspach | 21 - Immobilisations corporelles | 2184 - Mobilier | 1 350,00 € | 337,50 € |
| Budget Parc de Malmerspach | 21 - Immobilisations corporelles | 2132 - Immeubles de rapport | 3 801,00 € | 950,25 € |
| Budget Parc de Malmerspach | 21 - Immobilisations corporelles | 2135 - Installat° générales, etc | 233 000,00 € | 58 250,00 € |
| Budget Parc de Malmerspach | 23 - Immobilisations en cours | 2315 - Installations, matériel et outillage techniques | 311 300,00 € | 77 825,00 € |
| **Total Budget Parc de Malmerspach** |  |  | 564 451,87 € | 141 112,97 € |
| Budget Principal | 20 - Immobilisations incorporelles | 202 - Frais réalisation documents urbanisme | 15 000,00 € | 3 750,00 € |
| Budget Principal | 20 - Immobilisations incorporelles | 205 - Concessions et droits simil. | 62 359,00 € | 15 589,75 € |
| Budget Principal | 20 - Immobilisations incorporelles | 2031 - Frais d'études | 16 200,00 € | 4 050,00 € |
| Budget Principal | 204 - Subventions d'équipement versées | 2041412 - Communes du GFP - | 4 000,00 € | 1 000,00 € |
| Budget Principal | 204 - Subventions d'équipement versées | 20422 - Privé - Bâtiments et installations | 315 107,00 € | 78 776,75 € |
| Budget Principal | 204 - Subventions d'équipement versées | 2041582 - Autres groupements - | 112 750,00 € | 28 187,50 € |
| Budget Principal | 204 - Subventions d'équipement versées | 204123 - Régions - Projets d'infrastructures | 449 400,00 € | 112 350,00 € |
| Budget Principal | 21 - Immobilisations corporelles | 2188 - Autres immobilisations | 44 787,00 € | 11 196,75 € |
| Budget Principal | 21 - Immobilisations corporelles | 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique | 12 000,00 € | 3 000,00 € |
| Budget Principal | 21 - Immobilisations corporelles | 2128 - Autres agencements et aménagements | 41 000,00 € | 10 250,00 € |
| Budget Principal | 21 - Immobilisations corporelles | 2184 - Mobilier | 1 600,00 € | 400,00 € |
| Budget Principal | 21 - Immobilisations corporelles | 2135 - Installat° générales, etc | 236 067,00 € | 59 016,75 € |
| Budget Principal | 23 - Immobilisations en cours | 2313 - Constructions | 4 530 000,00 € | 1 132 500,00 € |
| Budget Principal | 27 - Autres immobilisations financières | 274 - Prêts | 30 000,00 € | 7 500,00 € |
| Budget Principal | 27 - Autres immobilisations financières | 275 - Dépôts et cautionnements | 2 000,00 € | 500,00 € |
| **Total Budget Principal** |  |  | 5 872 270,00 € | 1 468 067,50 € |
| Nouveau Budget HYDRA | 20 - Immobilisations incorporelles | 2031 - Frais d'études | 33 000,00 € | 8 250,00 € |
| Nouveau Budget HYDRA | 21 - Immobilisations corporelles | 2138 - Autres constructions | 300 000,00 € | 75 000,00 € |
| Nouveau Budget HYDRA | 21 - Immobilisations corporelles | 2135 - Installat° générales, etc | 18 000,00 € | 4 500,00 € |
| **Total Nouveau Budget HYDRA** |  |  | 351 000,00 € | 87 750,00 € |

Le Conseil de la Communauté de Communes, après en avoir délibéré,à l’unanimité,DECIDE d’autoriser l’exécutif de la Communauté de Communes, à engager, liquider et mandater en 2021, avant l’adoption du Budget primitif, les dépenses d’investissement dans la limite des crédits indiqués ci-dessus.

**DEL20\_075  DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE**

* **DECISION MODIFICATIVE - BUDGET PRINCIPAL**

Monsieur Cyrille AST, Président, indique que les inscriptions de crédit à ce budget doivent être modifiées comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Objet** | **Montant** |
| Dépenses de fonctionnement |  |  |
| Chapitre 011 – article 60628 | Achats de masques, parois plexy, etc | + 23 000 € |
| Chapitre 011 – article 62478 | Transports piscine | - 22 000 € |
|  |  |  |
| Chapitre 65 – article 65733 | Participation achat masques du Département | + 10 500 € |
| Recettes de fonctionnement |  |  |
| Chapitre 74 – article 7411 | Subvention DETR | + 11 500 € |
|  |  |  |
|  |  |  |

Le Conseil de la Communauté de Communes, après en avoir délibéré, à l’unanimité, APPROUVEla présente décision modificative du budget principal telle que présentée ci-dessus.

* **DECISION MODIFICATIVE - BUDGET EAU**

Monsieur Cyrille AST, Président, indique que les inscriptions de crédit à ce budget doivent être modifiées comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Objet** | **Montant** |
| Dépenses de fonctionnement |  |  |
|  | Virement de la section de fonctionnement | * 15 000 € |
| Chapitre 011 – article 6226 | AMO renouvellement DSP | + 15 000 € |
| Chapitre 023 |  |  |
|  |  |  |
| Dépenses d’investissement : |  |  |
| Chapitre 20 – article 2031 | Frais d’études | * 15 000 € |
|  |  |  |
| Recettes d’investissement : |  |  |
| Chapitre 021 | Virement de la section de fonctionnement | * 15 000 € |

Le Conseil de la Communauté de Communes, après en avoir délibéré, à l’unanimité, APPROUVEla présente décision modificative du budget Eau telle que présentée ci-dessus.

* **DECISION MODIFICATIVE - BUDGET ASSAINISSEMENT**

Monsieur Cyrille AST, Président, indique que les inscriptions de crédit à ce budget doivent être modifiées comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Objet** | **Montant** |
| Dépenses de fonctionnement |  |  |
| Chapitre 011 – article 6226 | AMO renouvellement DSP | + 15 000 € |
| Chapitre 023 | Virement de la section de fonctionnement | * 16 000 € |
| Chapitre 042 art 6862 | Amortissement IRA | + 1 000 € |
|  |  |  |
| Dépenses d’investissement : |  |  |
| Chapitre 20 – article 2031 | Frais d’études | * 15 000 € |
|  |  |  |
| Recettes d’investissement : |  |  |
| Chapitre 021 | Virement de la section de fonctionnement | * 16 000 € |
| Chapitre 042 | Amortissement IRA | + 1 000 € |

Le Conseil de la Communauté de Communes, après en avoir délibéré, à l’unanimité, APPROUVE la présente décision modificative du budget Assainissement telle que présentée ci-dessus.

* **DECISION MODIFICATIVE - BUDGET PARC DE MALMERSPACH**

Monsieur Cyrille AST, Président, indique que les inscriptions de crédit à ce budget doivent être modifiées comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Objet | Montant |
| Dépenses d’investissement |  |  |
| Chapitre 23 – article 2315 | Immobilisations en cours | - 8 700 € |
| Chapitre 16 – article 1641 | Remboursement emprunts | + 8 700 € |

Le Conseil de la Communauté de Communes, après en avoir délibéré, à l’unanimité, APPROUVEla présente décision modificative du budget Parc de Malmerspach telle que présentée ci-dessus.

* **DECISION MODIFICATIVE – ORDURES MENAGERES**

Monsieur Cyrille AST, Président indique que les inscriptions de crédit à ce budget doivent être modifiées comme suit :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Chapitre | Article | Objet | Montant |
| Dépenses de fonctionnement | |  |  |
| 65 | 6541 | Créances admises en non-valeur | * 11 500 € |
| 022 |  | Dépenses imprévues | * 17 500 € |
| 011 | 611 | Sous-traitance générale | + 50 000 € |
| Recettes de fonctionnement | |  |  |
| 70 | 7088 | Vente d’éco sacs | + 21 000 € |

Le Conseil de la Communauté de Communes, après en avoir délibéré, à l’unanimité, APPROUVEla présente décision modificative du budget Ordures Ménagères telle que présentée ci-dessus.

**DEL20\_076  REOM : mise en place du prelevement automatique mensuel**

Madame Véronique PETER, Vice-Présidente déléguée à l’Environnement et au développement durable, rappelle que les contribuables de la Communauté de Communes ont la possibilité de payer la redevance d’enlèvement des ordures ménagères et de gestion des déchets (REOM), par prélèvement automatique sur leur compte bancaire ou postal, en 2 fois ou 6 fois dans l’année.

Pour répondre à la demande de nombreux administrés, réduire le montant des sommes prélevées et faciliter la gestion des budgets des foyers et du fichier des redevables au sein de la Communauté de Communes, le prélèvement automatique mensuel paraît être une bonne solution.

Cette modification prendrait effet en janvier 2021.

Un courrier sera adressé, début décembre 2020, à tous les redevables ayant optés pour le prélèvement automatique en 6 fois pour leur proposer cette modification du Contrat de prélèvement.

Dans le cas d’un désaccord de leur part, c’est la facturation semestrielle de droit commun qui s’appliquera.

Le Conseil communautaire est invité à approuver la modification du règlement financier précédemment validé au Conseil du 22 mars 2016 et à approuver les tarifs mensuels sur la base du tarif annuel fixé en 2019.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l’unanimité, DECIDE la mise en place du prélèvement automatique mensuel à compter du 1er janvier 2021.

APPROUVE la modification du règlement financier et les tarifs mensuels suivants :

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **FOYERS** | **1 p** | **2 p** | **3 p** | **4 p** | **5 p** | **6 p et +** |
| Tarifs annuels | 159,00 € | 204,00 € | 252,00 € | 300,00 € | 342,00 € | 390,00 € |
| Bimestre | 26,50 € | 34,00 € | 42,00 € | 50,00 € | 57,00 € | 65,00 € |
| Par mois | 13,25 € | 17,00 € | 21,00 € | 25,00 € | 28,50 € | 32,50 € |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Tourisme** | | | | | **Catégories commerces** | | | | |
|  | **Rés Sec.** | **Ch.d'hôtes** | **Gîtes** | **Refuges** | **C1** | **C2** | **C3** | **C4** | **C5** |
| Tarifs annuels | 204,00 € | 39,60 € | 118,20 € | 118,20 € | 118,20 € | 216,60 € | 342,60 € | 601,80 € | 39,60 € |
| Bimestre | 34,00 € | 6,60 € | 19,70 € | 19,70 € | 19,70 € | 36,10 € | 57,10 € | 100,30 € | 6,60 € |
| Par mois | 17,00 € | 3,30 € | 9,85 € | 9,85 € | 9,85 € | 18,05 € | 28,55 € | 50,15 € | 3,30 € |

**DEL20\_077  VENTE DE VTT-AE**

Le Président rappelle que la CCVSA a acquis, en 2018, 28 VTT-AE de la marque Moustache pour un montant total de 58 631 € HT.

Cette acquisition s’est faite dans le but de vérifier si une demande pour l’utilisation d’un tel équipement touristique existait dans la vallée, ce produit n’étant pas proposé sur le territoire en 2018 et constatant une carence de l’initiative privée.

Ces vélos ont été mis à disposition du Parc Aventure 68 au lac de Kruth-Wildenstein, moyennant un loyer de 2 586 € par an.

Après 2 ans d’activité, force est de constater que la demande est là et est même en pleine expansion. Seulement, les actuels VTT-AE enregistrent beaucoup de kilomètres (en moyenne 3 000 km/VTT) et souffrent de quelques défauts de conception malgré la vétusté normale et attendue pour un tel équipement.

C’est pourquoi, suite aux retours clients remontés par l’entreprise Parc Aventure 68, il semble important de continuer à proposer un équipement de qualité aux potentiels touristes et utilisateurs, ce que ne permet plus le matériel actuel.

Il est donc proposé d’arrêter la mise à disposition de ces VTT-AE et de vendre l’ensemble du parc ; l’entreprise Parc Aventure 68 investira elle-même dans un nouveau parc complet de VTT-AE.

Ainsi, il est proposé de vendre les VTT-AE de la manière suivante, compte-tenu du kilométrage, de l’état général du vélo et de sa valeur vénale résiduelle :

|  |  |
| --- | --- |
| **Type de vélo** | **Prix de vente** |
| VTT-AE adulte   * Bon état : * Pneus lisses : * Pneus lisses + selle abîmée | 2 000 €  1 950 €  1 900 € |
| VTT-AE junior | 1 400 € |

Cette vente serait confiée à titre gracieux à l’entreprise Parc Aventure 68 sur site, au lac de Kruth-Wildenstein.

Par ailleurs, le Président propose de conserver un VTT-AE par commune et 2 VTT-AE pour le SMBKW.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l’unanimité, AUTORISE la vente de 6 VTT-AE adultes et de 5 VTT-AE junior.

DECIDE de fixer les prix de vente tels que présentés ci-dessus.

DECIDE d’allouer 15 VTT-AE aux communes et 2 VTT-AE au SMBKW.

**DEL20\_078  PLUI : ARRET DE LA MODIFICATION**

Monsieur Jacques KARCHER, Vice-Président délégué à l’Urbanisme, à l’Aménagement du territoire et au Support technique, rappelle les points qui ont conduit à réaliser une modification de droit commun du PLUi.

Les services de l’Etat ont fait un recours gracieux à l’encontre de l’approbation du PLUi le 14 mars 2019. Le Président de la Communauté de Communes a décidé d’entamer une modification de droit commun du PLUi, initiative validée par le Conseil Communautaire du 8 juillet 2019 afin de régler les griefs exposés par les services de l’Etat sans avoir à remettre en cause l’ensemble de la légalité du PLUi récemment approuvé.

Les points sur lesquels ont porté la procédure de modification de droit commun du PLU

Intercommunal sont les suivants :

* Réduction drastique des zones 2AU : seule la zone 2AU d’Oderen, liée à sa zone 1AU est conservée. L’emplacement réservé n°2 de FELLERING, lié à son ancienne zone 2AU est également supprimé.
* Confirmation dans le rapport justificatif et dans le règlement de l'impossibilité de mobiliser les zones 2AU dans le cadre du présent document et avant 2030,
* Modification du règlement écrit pour y intégrer les limitations des droits à construire du secteur Rhin Danube à Wildenstein et du secteur du Lac de Kruth/Wildenstein actuellement inscrites dans les Orientations d’Aménagement et de Programmation de ces sites,
* Justification supplémentaire de la limitation des droits à construire dans l’ensemble des zones Nat et Nsl dans le rapport justificatif,
* Modification dans le règlement écrit de la limitation des droits à construire dans l’ensemble des zones Nat et Nsl : dans les deux secteurs, toute nouvelle construction principale est interdite. En Nat, seules les annexes à une construction existante sont autorisées (à l’exception de la zone du lac de Kruth-Wildenstein où elles sont interdites). En Nsl, seules les extensions des constructions existantes sont autorisées.

Cette procédure a été également l'occasion de corriger quelques erreurs techniques relevées dans les documents et qui auraient pu faire l'objet d'une modification simplifiée telles que fautes d'orthographe et clarifications réglementaires, notamment des OAP.

L’ensemble de la démarche de modification a été suivie par les services de la DDT.

Le Conseil de la Communauté de Communes, après en avoir délibéré, à l’unanimité, DECIDEd'arrêter le projet de modification de droit commun du Plan Local d’Urbanisme intercommunal de la Communauté de Communes de la Vallée de Saint-Amarin tel qu’il est annexé à la présente délibération ;

SOUMET pour examen au cas par cas le projet de modification du PLUi à l’autorité

environnementale ;

SOUMET pour avis le projet de modification du Plan Local d’Urbanisme intercommunal aux

personnes publiques associées ;

PRECISE que l’enquête publique se déroulera à l’issue de cette phase de consultation

conformément à l’article L153-41 du Code de l’Urbanisme.

DIT que la présente délibération et le Plan Local d’Urbanisme intercommunal annexé à cette

dernière seront transmis au préfet du département du Haut-Rhin ;

DIT que la présente délibération fera l'objet, d'un affichage au siège de la Communauté de

Commune et dans les Communes membres durant un mois.

**DEL20\_079  GERPLAN : VALIDATION DU PROGRAMME D’ACTIONS 2021**

Monsieur Jacques KARCHER, Vice-Président délégué à l’Urbanisme, à l’Aménagement du territoire et au Support technique, rappelle que le GERPLAN est un outil créé par le Conseil Départemental du Haut-Rhin et porté par les Communautés de communes pour la gestion des espaces ruraux et périurbains. Il permet de programmer annuellement des actions et de solliciter le financement de ces actions par le CD 68.

Ce contrat prévoit la négociation et la validation de programmes d’actions annuels.

Dans ce contexte, il convient d'arrêter le programme pour 2021.

La proposition de programme d’actions prévisionnel pour l’année 2021, annexé à la présente note, prévoit des réalisations sous maîtrise d’ouvrage communale et intercommunale ou associative. Ce programme reprend, pour chaque action, le montant estimatif à prévoir, l’aide attendue du Département et des cofinanceurs ainsi que le montant prévisionnel du fonds de concours de la Communauté de communes.

La validation de ce programme par le Conseil communautaire ainsi que par le Département permettra de déposer les demandes relatives à ces actions.

Le Conseil de la Communauté de Communes, après en avoir délibéré,à l’unanimité (moins une abstention, Benjamin LUDWIG), APPROUVEle programme d’actions GERPLAN 2021 ;

AUTORISE son Président, ou son représentant, à solliciter les subventions correspondantes et à signer tout document relatif à sa mise en œuvre.

**DEL20\_080  Projet écomuséal : prise de la maîtrise d’ouvrage de la CCVSA**

**en ce qui concerne la muséographie**

Le Président rappelle que la CCVSA a pris la maîtrise d’ouvrage du projet écomuséal en 2019. Pour rappel, ce projet vise à développer et à améliorer le Parc de Wesserling, géré par l’AGAPTW, pour augmenter sa fréquentation et son rayonnement.

Ce projet se veut donc comme un investissement structurant au service du développement économique et touristique, mais également culturel en racontant l’histoire industrielle et passée de la vallée.

Initialement, l’AGAPTW devait conserver la maîtrise d’ouvrage de la muséographie. Seulement, pour davantage de lisibilité du projet pour les financeurs et dans la continuité des opérations précédentes, il est proposé que la CCVSA reprenne la maîtrise d’ouvrage exclusive de la muséographie. L’AGAPTW pourra alors se concentrer sur la direction culturelle (recherche de mobiliers, de matériels, installation de panneaux, mécénat, etc.), dont c’est la mission principale et sa raison d’être en plus de l’animation du site.

Ce changement de maîtrise d’ouvrage a été réfléchi en concertation avec l’AGAPTW.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l’unanimité, DECIDE de prendre la maîtrise d’ouvrage exclusive de la muséographie en ce qui concerne le projet écomuséal.

DITque la direction culturelle de la muséographie sera confiée à l’AGAPTW.

**DEL20\_081  ACTUALISATION DU PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET ECOMUSEAL**

Madame Nadine SPETZ, Vice-Présidente au Tourisme et à la Culture, indique que compte tenu de la prise de maîtrise d’ouvrage de la muséographie par la CCVSA, il convient d’actualiser le plan de financement en conséquence.

Le plan de financement modifié se trouve en annexe de la présente note au Conseil.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l’unanimité, VALIDEle nouveau plan de financement tel qu’annexé à la présente